

**Niger - Conférence de presse  
conjointe de M. Emmanuel Macron,  
président de la République, et de M.  
Mahamadou Issoufou, président de  
la République du Niger -  
Déclaration de M. Macron  
(Paris, 04 juin 2018)**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Je suis très heureux d'avoir accueilli aujourd'hui à nouveau le président Mahamadou Issoufou. Le Niger est en effet un partenaire essentiel de la France et nous avons déjà eu l'occasion d'échanger à de multiples reprises sur le G5 Sahel à Bamako, New York, Abidjan ou La Celle Saint-Cloud mais aussi sur le sujet des migrations, à Paris, le 28 août dernier, ou encore sur la Libye, pas plus tard que la semaine dernière où le président a fait l'amitié de se joindre à la conférence internationale organisée à Paris. Et j'ai moi-même eu l'occasion et la joie de me rendre au Niger les 22 et 23 décembre dernier. C'est donc un véritable plaisir de pouvoir poursuivre ce dialogue et ce travail en commun.

Aujourd'hui, nous avons tout particulièrement échangé sur la situation régionale, bien évidemment les suites de la conférence sur la Libye, mais également la situation au Sahel. Le Niger exerce actuellement la présidence tournante du G5 Sahel et nous avons donc fait le point sur les avancées depuis la conférence de Bruxelles le 23 février dernier, à la fois sur le déploiement du soutien international et sur le renforcement opérationnel du G5.

S'agissant du soutien international, vous savez combien je me suis mobilisé depuis mon entrée en fonctions, pour rassembler des partenaires en soutien au G5 Sahel ; la conférence de Bruxelles a été un succès et il faut maintenant que l'aide soit véritablement décaissée. C'est ce à quoi nous nous employons, s'agissant de l'aide de l'Union européenne qui est désormais une réalité sur le terrain - les premières primes ont été réglées la semaine dernière, les équipements en protection individuelle seront livrés dans les prochaines semaines.

La France s'est aussi engagée pour s'assurer que les engagements financiers de certains partenaires comme l'Arabie saoudite, soient rapidement traduits en livraisons concrètes au bénéfice des pays du G5.

Dans le même temps, nous continuons d'accompagner le renforcement des structures du G5 Sahel et nous apportons notre plein soutien au secrétaire permanent, monsieur Sidikou. La France a elle-même, dans le cadre de l'ensemble des soutiens bilatéraux, participé et finalisé ses contributions à la force conjointe G5 Sahel.

Nous avons aussi échangé sur les avancées opérationnelles de la force conjointe. Je sais que le président Issoufou est très engagé, les bataillons sont désormais mis à disposition sur le fuseau centre et les centres de commandement des trois fuseaux ont bien avancé.

Le chemin parcouru depuis un an est donc satisfaisant et doit maintenant se traduire par des résultats opérationnels. La force conjointe sait pouvoir compter d'une part sur l'engagement de la Minusma - et nous allons oeuvrer ensemble pour que toutes les décisions nécessaires soient prises dans les prochaines semaines, et sur l'engagement accru et très efficace depuis le début de l'année de la force Barkhane, qui a conduit avec succès plusieurs opérations dans toute la région et marqué justement son soutien et son efficacité dans en particulier la lutte contre les mouvements terroristes et les différents groupuscules qui déstabilisent la région.

Le Niger est également confronté à la menace de Boko Haram et nous avons échangé sur ce sujet ; je me rendrai au Nigéria début juillet et aurai également l'occasion d'en parler avec le président Buhari. La France est là aussi engagée pour sortir des difficultés actuelles qui retardent la concrétisation de l'aide promise par l'Union européenne en soutien de la force multinationale mixte de lutte contre Boko Haram et je souhaite aussi que nous puissions nous engager pour structurer le véhicule d'aide nécessaire.

Nous avons par ailleurs évoqué les relations bilatérales entre nos deux pays : la France reste le premier partenaire du développement du Niger. Je suis heureux de la signature aujourd'hui du projet de 10 millions d'euros que j'avais annoncé lors de ma visite à Niamey en décembre dernier, sur l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive ainsi que le maintien des jeunes filles à l'école secondaire. Cet engagement commun pour faire face au défi démographique que vit le Niger, pour améliorer la santé des femmes et la scolarité des enfants, en particulier des jeunes filles, c'est un engagement du président Issoufou ; il a pris des mesures courageuses et la France sera là pour l'accompagner car c'est une nécessité pour le pays.

Nous serons aussi pleinement engagés sur l'éducation, à la fois à titre bilatéral et au travers du partenariat mondial pour l'éducation dont nous avons assuré justement une nouvelle levée à Dakar il y a quelques mois.

Par ailleurs, plus de 20% des projets engagés au sein de l'alliance pour le Sahel, concerneront directement le Niger avec 1,7 milliard sur 7,5 milliards d'euros pour le Sahel ; ainsi, l'agence française de développement élabore actuellement un projet de développement rural à la frontière entre le Mali et le Niger, en partenariat avec votre haute autorité à la consolidation de la paix.

Je veux aussi saluer le travail exemplaire qui a été fait par le président Issoufou et son gouvernement, pour améliorer le climat des affaires, permettre le développement des investissements internationaux qui est aussi un facteur à la fois de stabilisation et de développement du pays.

Enfin, nous avons évoqué la question des migrations. Le Niger est particulièrement impliqué, et je remercie le président Issoufou pour son engagement. Des efforts majeurs ont été entrepris par les autorités nigériennes avec le soutien de l'Union européenne ; une rencontre régionale

s'est tenue à Niamey en mars sur la question de la lutte contre le trafic des migrants, associant les pays européens et les pays de transit qui étaient présents à Paris le 28 août dernier, mais aussi les pays d'origine. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, y étaient présents. Un prochain rendez-vous de travail est prévu à Niamey le 18 juin pour poursuivre de manière très opérationnelle ce travail conjoint de démantèlement des réseaux de passeurs et de lutte contre les migrations clandestines et les trafics d'êtres humains qui, aujourd'hui, sont un véritable fléau contre lequel nous luttons ensemble activement.

S'agissant de l'accueil des migrants sur le sol européen, je me suis engagé à ce que la France y prenne toute sa part et je me suis engagé à ce que sur les deux années à venir, 1.500 réfugiés soient réinstallés en France à partir du Niger. Une mission de protection s'est déjà tenue, quatre autres sont prévues dans les prochains mois. C'est un engagement qui doit être partagé par nos partenaires européens et nous continuons aussi de travailler avec les organisations internationales - HCR et Organisation internationale des migrations - pour renforcer les mécanismes de protection. Et c'est donc tout à la fois une coopération accrue pour lutter contre les réseaux de trafiquants et la clandestinité, et pour améliorer la coopération sur le sol nigérien, que nous conduisons ensemble ce qui est cohérent avec nos propres règles et en particulier à la fois notre droit constitutionnel et nos engagements internationaux et je crois, cohérent à nos objectifs humanitaires et à la protection des personnes.

Sur tous ces sujets, je connais l'engagement du président Issoufou et je voudrais ici le remercier pour ses efforts et sa détermination. Il sait que la France est à ses côtés ; il sait aussi qu'il est toujours le bienvenu à Paris, en France et je me réjouis pour ma part de le revoir dans quelques semaines à Nouakchott pour le sommet de l'Union africaine./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)